

Après les élections : géographies plurielles d'une France en déséquilibre

Aurélien Delpirou et Frédéric Gilli

Les interprétations géographiques du vote, source de controverses, énoncent souvent de fausses vérités. S'appuyant sur plusieurs cartes extraites d'un atlas récent, les auteurs invitent à nuancer et réinterroger les supposées lignes de « fracture » entre villes et campagnes, métropoles et périurbain, centres et périphéries.

Les résultats des élections législatives de juin 2022 ont laissé les sondeurs et les commentateurs médiatiques fort dépourvus : la dissolution de fait du « front républicain », plus encore que l'ampleur de l'abstention, a mis à rude épreuve les prévisions d'autorité et les grilles de lecture habituellement mobilisées pour interpréter les résultats.

En effet, depuis plus d'une vingtaine d'années, les périodes post-électorales ont ceci de commun que, dès les premiers résultats connus, la télévision, la radio et la presse s'essaient à dresser des tableaux politiques de la France et de ses territoires. Pour étayer ces analyses, le recours toujours plus fréquent à quelques statistiques simples et l'usage désormais banalisé de termes géographiques (métropole, périurbain, espace rural, etc.) s'accompagnent d'une profusion de cartes à toutes les échelles. Celles-ci font souvent figure d'argument en soi, les experts expliquant que « la carte se suffit à elle-même ».

Une carte n'est pourtant jamais neutre : elle cache autant qu'elle montre. Elle est le produit de choix – échelle, discrétisation, charte graphique – qui conditionnent la représentation de l'information, sa compréhension et son interprétation (Béguin et Pumain 2014). Or ces choix ne sont presque jamais justifiés, ce qui entretient la confusion entre la carte et la réalité sociale. Surtout, cela permet d'illustrer avec facilité des controverses stériles pourtant maintes fois déconstruites par les sciences sociales ces dernières années.

L'interprétation spatiale du vote : fausses vérités, consensus et controverses

Jusqu'aux élections de 2022, les interventions médiatiques relatives aux « territoires du vote » pouvaient se diviser en deux grandes catégories. Les premières mettaient en avant une France coupée en deux sur la base de quelques statistiques assorties d'interprétations socioculturelles pour le moins fragiles. Ces vues d'avion ont en commun d'envisager la France à travers de grandes catégories sociales, spatiales et culturelles supposées homogènes. On y trouve toujours, peu ou prou, les succédanés de la France « périphérique », selon l'expression à succès de Christophe Guilluy (2014), opposant une France populaire, déclassée par la globalisation et réfractaire à l'écologie à une France « d'en haut », métropolitaine, multiculturaliste et mobile, ayant intérêt à la reproduction du « système ».

Pourtant, à l'échelle nationale, en prenant en compte l'abstention, les résultats du premier tour des élections présidentielles de 2022 se partagent autour d'au moins quatre blocs électoraux distincts et non deux (tableau 1). Le découpage même de ces blocs contredit la fable de la « France périphérique » : le candidat arrivé en tête dans le cœur des métropoles (30 % des suffrages dans les centres-villes des aires urbaines de plus de 150 000 habitants¹) est aussi celui qui se détache dans les

¹ Sources INSEE,

viles les plus pauvres (29 % des suffrages dans les 10 % de communes dont les habitants ont les revenus les plus faibles du pays) n'est ni Macron (supposément « candidat de l'élite ») ni Le Pen (supposément « candidate du peuple »), mais Jean-Luc Mélenchon ! De même, les électeurs des villes moyennes, souvent décrites comme les avant-postes de la France protestataire des gilets jaunes, ont largement accordé leur préférence au président sortant, y compris au cœur de la « diagonale du vide » si souvent stigmatisée. Macron est ainsi arrivé en tête à Bourges (31 %), Châteauroux (29 %), Roanne (29,3 %), Nevers (29,4 %) ou encore Moulins (29,9 %).

On pourrait multiplier les contre-exemples montrant la fragilité de ces interprétations, qui occultent tous les acquis récents des sciences sociales ayant démontré que la France est devenue une mosaïque tissée serrée de situations et de trajectoires (sociales comme territoriales) interdépendantes.

Tableau 1. Le premier tour des élections présidentielles 2022 : quatre France et non deux !

	Nombre de voix
Abstention	12 800 000
Macron	9 800 000
Le Pen	8 100 000
Mélenchon	7 700 000

Source : Ministère de l'Intérieur²

Les secondes interventions s'organisaient, de manière plus pointue, autour d'une controverse sur la question du « gradient d'urbanité ». Forgé il y a plus de vingt ans par Jacques Lévy, ce concept décrivant la combinaison entre la diversité et la densité d'un espace donné est présenté de façon récurrente par le géographe comme le principal facteur explicatif des contrastes de la géographie électorale de la France (Lévy 2013, 2022). Si cette approche parvient à rendre compte des différentiels de résultats de *certain*s candidats (plutôt Le Pen que Macron) dans *certain*s territoires (les métropoles, au prix toutefois d'exceptions notables : le centre de Marseille, la ville de Paris et sa banlieue ouest, etc.), elle devient très fragile quand elle prétend lier de manière globale les choix résidentiels, les ancrages territoriaux et les comportements électoraux.

Prenant la suite de plusieurs travaux menés sur les résultats de 2017, les analyses quantitatives sur les dernières présidentielles récemment publiées par Olivier Bouba-Olga (2022) ont invalidé empiriquement ce modèle explicatif. De fait, une fois les compositions sociologiques des espaces prises en compte, il ne reste presque « plus rien à expliquer » dans le vote pour Marine Le Pen. Si le score de la candidate RN augmente quand on s'éloigne des villes, c'est avant tout lié à la composition sociale des territoires concernés, ainsi qu'à des effets régionaux.

Ces résultats corroborent les approches du vote fondées sur des analyses fines (allant jusqu'au bureau de vote) et pluridisciplinaires (Lambert 2012 ; Girard 2014 ; Rivière 2011, 2022). Toutes convergent : l'âge, le revenu, la catégorie socio-professionnelle et surtout le niveau de diplôme sont des éléments beaucoup plus discriminants dans le vote que la localisation résidentielle.

² L'indicateur « candidat arrivé en tête », dans une quadripartition de l'espace politique, a une portée analytique assez faible : mieux vaut s'intéresser à des structures par candidat.

La réactivation de grands régionalismes électoraux

Il serait toutefois un peu rapide d'en déduire que « l'espace ne compte pas », car la principale variable explicative ressortant des tests économétriques réalisés après les élections est un clivage géographique d'échelle macro-régionale (Bouba-Olga 2022) : la ligne de fracture la plus nette n'est pas celle qui oppose villes et campagnes (Vanier 2020), métropoles et périurbain (Girard 2017), centres et périphéries (Delpirou et Warnant 2019), mais celle qui distingue la France de l'Ouest et du Sud-Ouest de la France du Nord, de l'Est et du pourtour méditerranéen (carte 1b).

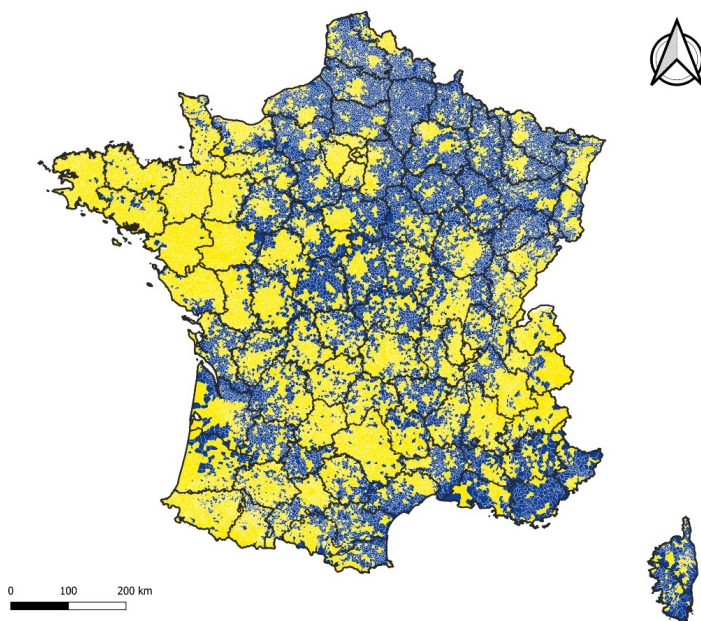
Reflets de trajectoires socio-économiques complexes, ces déterminants « régionaux » sont suffisamment puissants pour qu'Emmanuel Macron, candidat qui réalise des scores élevés chez les personnes âgées et les habitants des métropoles, obtienne au premier tour l'un de ses scores les plus faibles dans la région Sud (ex-PACA), pourtant parmi les plus âgées de France (43,6 ans d'âge moyen et 12 % de 75 ans et plus) et qui comprend quatre des quinze plus grandes agglomérations du pays (Aix-Marseille, Nice-Cannes-Grasse-Antibes, Toulon, Avignon).

Cette partition n'est pas nouvelle dans le paysage des résultats électoraux hexagonaux : Hervé Le Bras l'avait déjà présentée comme un élément structurant des résultats de 2017³. Elle convoque l'histoire longue de la V^e République et renvoie autant à l'héritage traumatique de la désindustrialisation des grands bassins houillers et sidérurgiques qu'aux effets de l'arrivée massive des rapatriés d'Algérie dans le pourtour méditerranéen dans les années 1960. Toutefois, ces deux explications bien connues datent désormais d'un demi-siècle et sont insuffisantes en 2022 : les personnes qui ont subi ces événements ont 70 ans ou plus aujourd'hui ! Ce sont leurs enfants et petits-enfants qui composent la grande masse des électeurs d'aujourd'hui.

Pour tenter de renouveler ces clés de lecture, nous avons passé en revue une série de cartes⁴ qui permettent de contextualiser les transformations sociales, économiques, urbaines de la France contemporaine et d'identifier, chemin faisant, de potentielles relations entre le vote et les spécificités de certaines trajectoires régionales.

Cartes 1a et 1b. Le candidat arrivé en tête au second tour des élections présidentielles et législatives de 2022 en France métropolitaine

Par commune

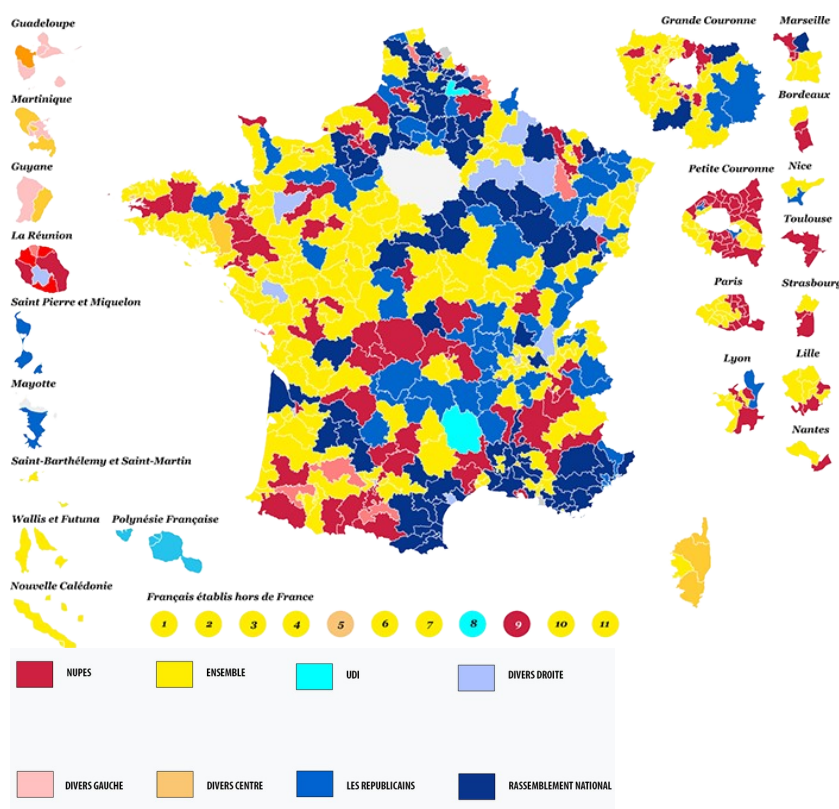


³ Voir en ligne : <https://www.nouvelobs.com/presidentielle-2017/20170424.OBS8462/herve-le-bras-la-carte-du-vote-macron-est-l-inverse-de-la-carte-fn.html>.

⁴ Voir : Aurélien Delpirou et Frédéric Gilli, *50 cartes à voir avant d'aller voter*, Paris, Autrement, 2022.

Source : Ministère de l'Intérieur. Carte : Roland45/Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0.

Par circonscription



Source : Ministère de l'Intérieur. Carte : Matpoleon55/Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0.

Les pannes de l'école et de l'ascenseur social : une France immobile

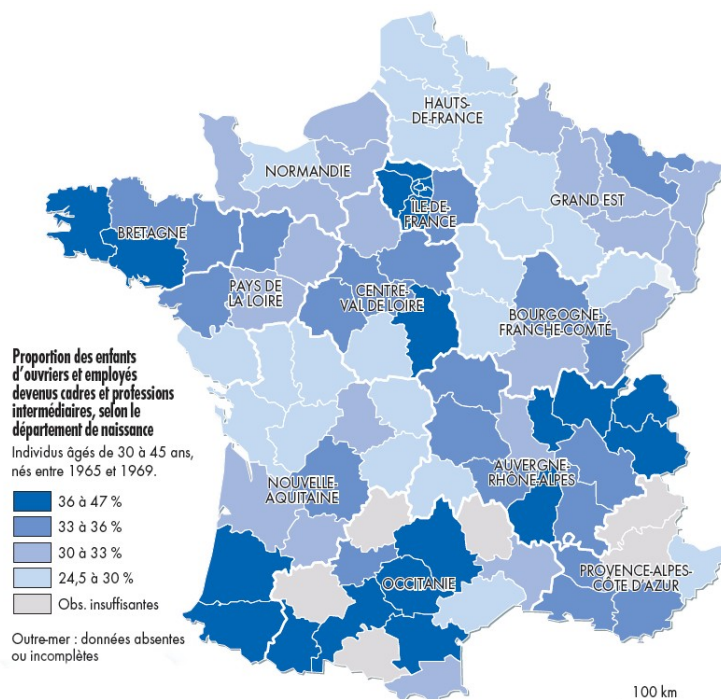
À l'échelle nationale, les régions qui ont délaissé le candidat Macron sont celles dans lesquelles la proportion d'enfants d'ouvriers qui deviennent cadres est la plus faible (carte 2). Elles ne sont pas les seules, puisque la Vendée et les Charentes sont dans une situation comparable, mais cela les distingue toutefois nettement du reste du pays. Dans les Hauts-de-France, en Champagne-Ardenne, dans l'Yonne ou la Nièvre, mais aussi dans l'Hérault et les Alpes-Maritimes, 70 à 75 % des enfants d'ouvriers sont eux-mêmes ouvriers ou employés à l'âge de 40 ans⁵. À l'inverse, entre un tiers et la moitié des enfants d'ouvriers deviennent cadres ou professions intermédiaires dans le Sud-Ouest, en Bretagne, en Savoie, dans les grandes régions lyonnaise et parisienne.

Ces blocages dans la mobilité sociale se retrouvent dans les statistiques de l'échec scolaire. Les mêmes départements (auxquels il faut alors ajouter tous ceux du pourtour méditerranéen : carte 3) affichent les plus forts taux nationaux de jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire sans diplôme – jusqu'à un sur quatre dans les Pyrénées-Orientales ou dans l'Aude !

Dans un pays qui a fait de l'égalité et la méritocratie deux des principaux piliers de son contrat social, il n'est pas étonnant que les régions dans lesquelles ces promesses sont déçues de générations en générations soient aussi celles qui se défient le plus des candidats incarnant le « système » et ses carences.

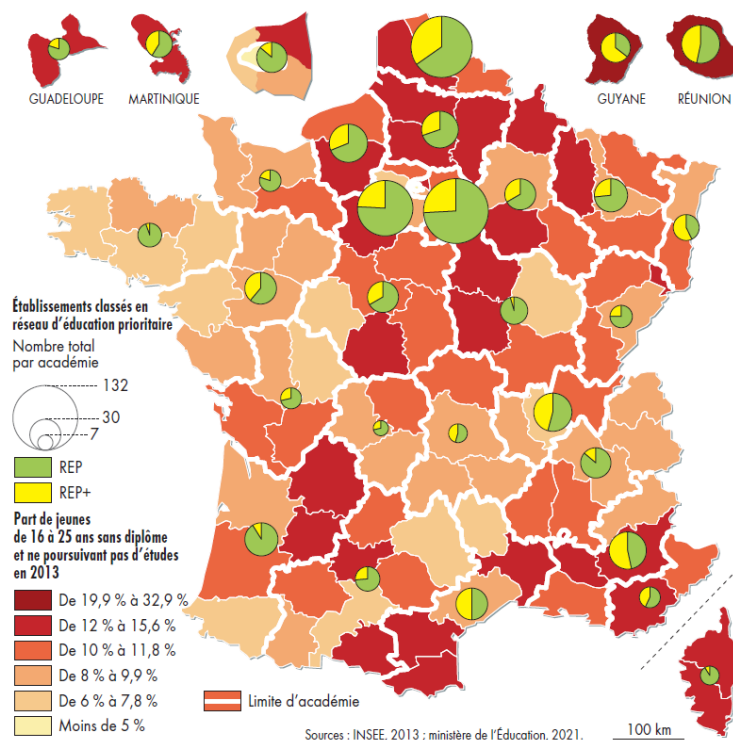
⁵ On rappellera que l'hétérogénéité des groupes « ouvriers » et « employés » produit des rapports très différents au politique (Peugny 2015).

Carte 2⁶. La mobilité sociale : des situations contrastées



Source : France Stratégie. © Autrement, 2022.

Carte 3. Les territoires de la relégation scolaire



© Autrement, 2022.

Le déploiement territorial des entreprises étrangères, facteur de développement et de fragilité

La ligne « Marseille-Le Havre » est longtemps restée un classique des manuels scolaires d'histoire-géographie. Elle différenciait la trajectoire socio-économique du nord-est du pays,

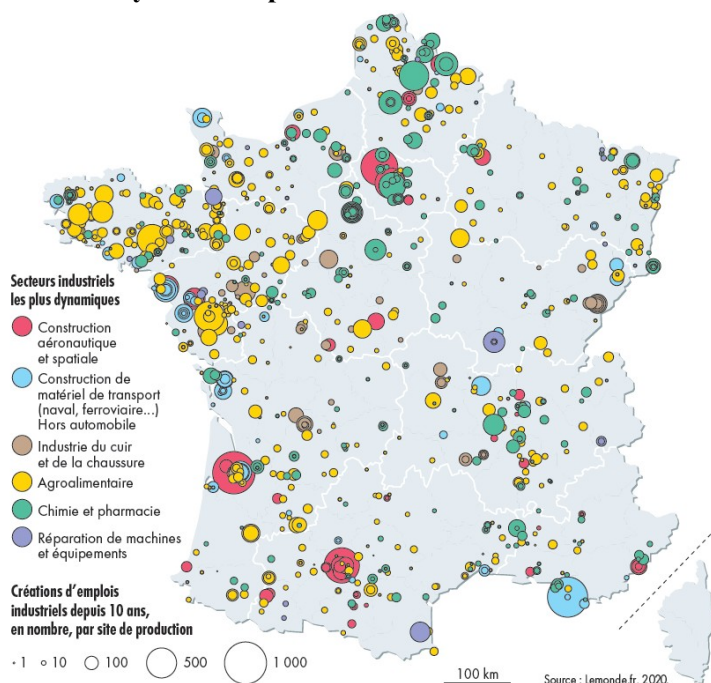
⁶ Toutes les cartes présentées ci-après sont issues de *50 cartes à voir avant d'aller voter* (Paris, Autrement, 2022).

précocement urbanisé et industrialisé, de celle du sud-ouest, resté plus agricole et rural. Depuis trente ans, le développement des pôles métropolitains de la France de l'Ouest (Bordeaux, Nantes, Rennes), l'émergence de nouveaux secteurs très spécialisés (l'informatique à Bordeaux, l'aéronautique dans la région toulousaine) et l'industrialisation de l'agriculture ont complexifié la géographie industrielle du pays (carte 4).

Cette ligne de partage historique se ravive toutefois lorsque l'on considère l'emploi dépendant de centres de commandement étrangers (carte 5). Or, à l'exception des aires métropolitaines de Paris et de Lyon, les départements où la part d'emploi industriel sous contrôle étranger dépasse 15 % sont ceux dans lesquels Marine Le Pen a obtenu ses scores les plus élevés au second tour de l'élection présidentielle : la Somme, l'Oise, la Meuse, la Haute-Marne, l'Yonne, les Vosges, l'Eure.

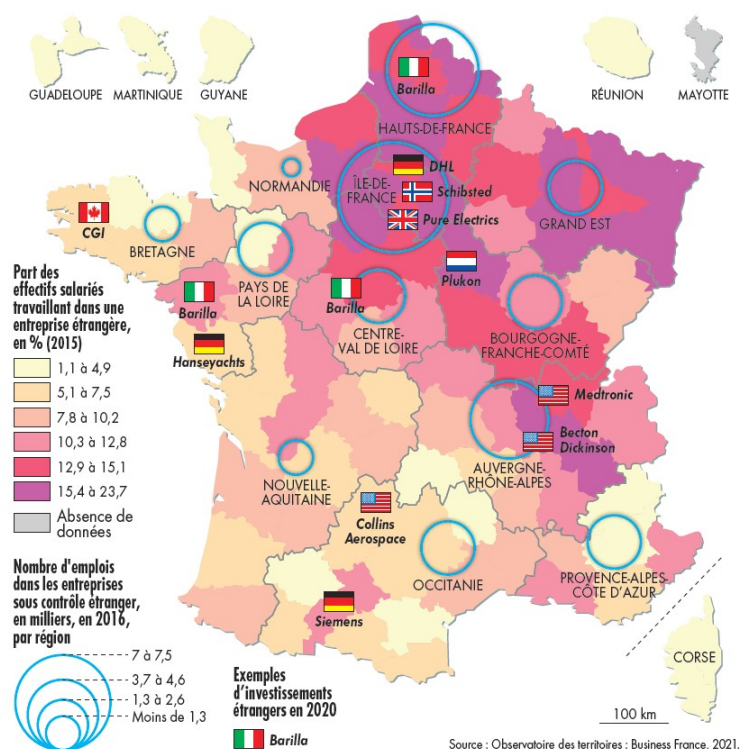
Directement dépendants des aléas de la mondialisation, ces emplois sont ceux sur lesquels les politiques publiques nationales et locales ont le moins de prise. Certes, la pandémie a montré que tous les territoires étaient concernés par la globalisation des chaînes de valeur. Toutefois, la nature de la connexion n'est pas la même quand la direction du groupe subit les flux et reflux de l'activité planétaire au même titre que les salariés du territoire, ou quand l'actionnariat se trouve en position d'arbitrer entre différents sites. Dans ce second cas, les salariés peuvent légitimement avoir le sentiment qu'il existe deux mondes, celui de ceux qui organisent l'économie mondiale et celui de ceux qui en subissent les soubresauts.

Carte 4. Le dynamisme productif : une diversité de secteurs et de territoires



© Autrement, 2022.

Carte 5. Le déploiement territorial des entreprises étrangères



© Autrement, 2022.

Le chômage et la précarité : une résilience inégale face aux crises

À l'échelle communale, si l'on regarde les analyses proposées par Olivier Bouba-Olga (2022), le taux de chômage comme le taux de pauvreté semblent peu discriminants dans la géographie du vote. Cela s'explique notamment par les effets de la ségrégation socio-spatiale des populations au sein d'un même bassin d'emploi : une commune peut être très pauvre, tout en appartenant à une zone riche et productive – et vice-versa. Pour saisir le rôle du taux de chômage local dans les comportements électoraux, il conviendrait donc de mobiliser l'échelle du bassin d'emploi ou de l'agglomération.

Ceci posé, de manière générale, les départements qui affichent les plus forts taux de chômage figurent tous parmi ceux qui ont le moins voté pour Emmanuel Macron. Reste à établir une mesure statistique plus fine à cette échelle afin de préciser l'ampleur et la nature du phénomène : plus encore que le chômage, il semblerait que la permanence d'un chômage de masse soit un facteur discriminant (carte 6).

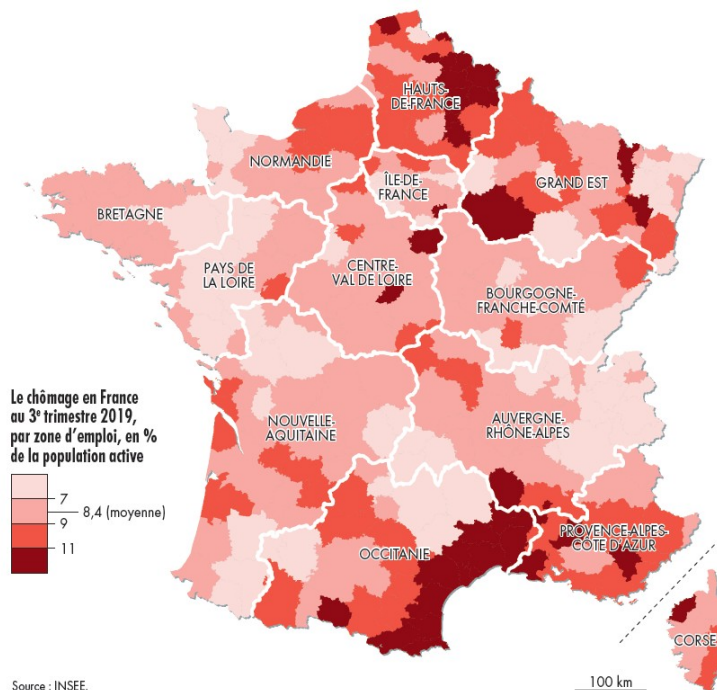
Cette situation fait écho aux analyses menées par Yatina Calixte et Magali Talandier (2022), qui montrent des capacités de résilience très différentes entre les territoires en regard des effets des crises de 1993, 2008 et 2020 : la moitié des territoires ont été plutôt résilients, mais ils se trouvent principalement dans l'ouest et le sud du pays ; au contraire, environ 40 % des intercommunalités n'avaient pas retrouvé leur niveau de production de richesses d'avant 2008 quand elles ont été touchées par la pandémie début 2020. Finalement, près d'une intercommunalité sur trois (rassemblant 20 % de la population française) a vu ses emplois salariés privés diminuer depuis près de trente ans, principalement dans les régions du nord de la France et dans la « diagonale des faibles densités » qui traverse le centre du pays et les marges du Massif central.

À l'insécurité socio-économique s'ajoute également l'insécurité physique : les départements en difficulté sont ceux dans lesquels les violences physiques sont relativement les plus nombreuses du pays⁷ (carte 7). Loin de l'image d'Épinal voulant que les coups et blessures soient prioritairement le fait des zones métropolitaines et notamment de leurs banlieues, les territoires où les personnes sont

⁷ Nonobstant toutes les précautions nécessaires relatives à l'usage de ces statistiques déclaratives.

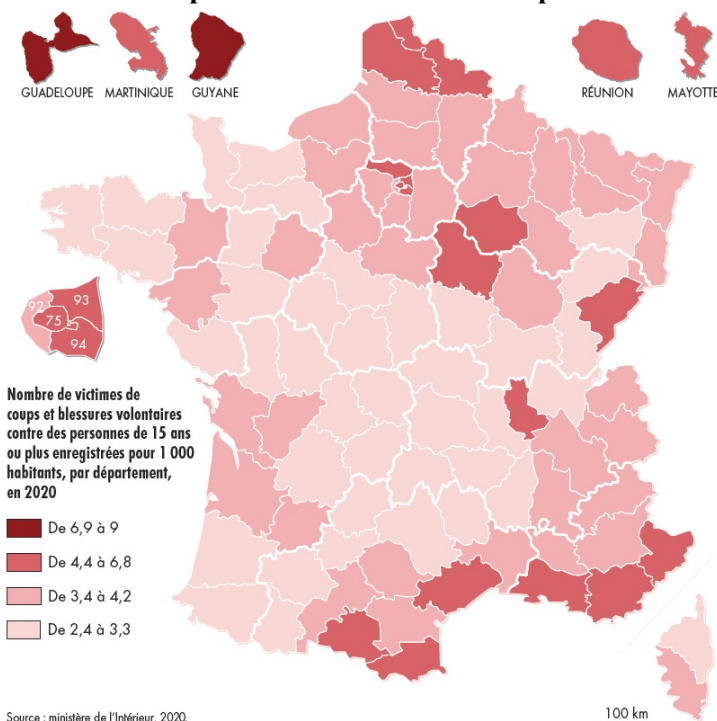
les plus exposées aux coups et blessures volontaires sont le nord-est de la France et le pourtour méditerranéen, une géographie qui correspond très étroitement aux bastions électoraux du Rassemblement national.

Carte 6. Le chômage : une géographie complexe



© Autrement, 2022.

Carte 7. Les coups et blessures volontaires : pas seulement dans les métropoles !



© Autrement, 2022.

Les effets contrastés de la déprise démographique

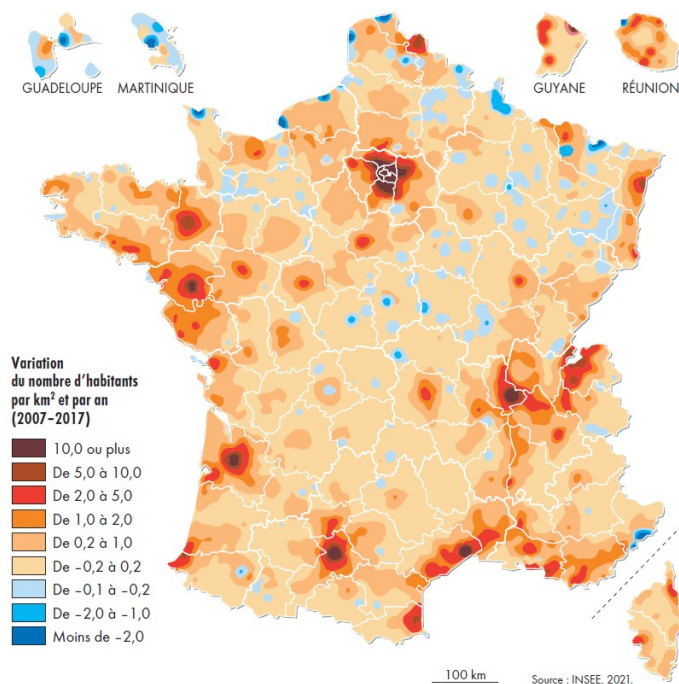
Dans l'imaginaire collectif, les campagnes françaises se dépeuplent et sont reléguées à la marge des systèmes productifs. Pourtant, l'industrie se développe dans l'espace rural (carte 4), qui affiche aujourd'hui à la fois un solde naturel et un solde migratoire presque partout positif (carte 8).

Toutes les campagnes ne sont donc pas des « périphéries » de l'espace national, loin de là. La décroissance démographique concerne pour l'essentiel la partie nord et est du pays, où elle touche autant voire plus les villes moyennes que les villages. Elle affecte également certains pôles industrialo-urbains d'importance situés en dehors de cette zone, comme Le Havre, Dieppe ou Dunkerque (qui affichent, eux aussi, de forts taux de vote souvent qualifié de « protestataire »). Plus que la localisation dans une commune rurale, c'est le fait d'être situé dans un bassin en déprise démographique qui semble nourrir le sentiment d'habiter un endroit en train de dépérir... quel que soit d'ailleurs le niveau de richesse dudit territoire : plusieurs travaux récents ont nuancé les corrélations entre décroissance démographique, dévitalisation économique et paupérisation de la population (Cauchi-Duval *et al.* 2017).

Cette décroissance ne concerne pas le Midi, qui reste l'une des zones les plus attractives du territoire national. Mais cette dynamique est aussi directement créatrice de fragilités : arrivées de populations pauvres, installations de ménages biactifs ne trouvant qu'un seul emploi, tensions sur le marché immobilier et hausse du coût de la vie. Tout se passe comme si la vitesse du développement local renvoyait au même sentiment de vivre dans un endroit inéluctablement destiné à disparaître.

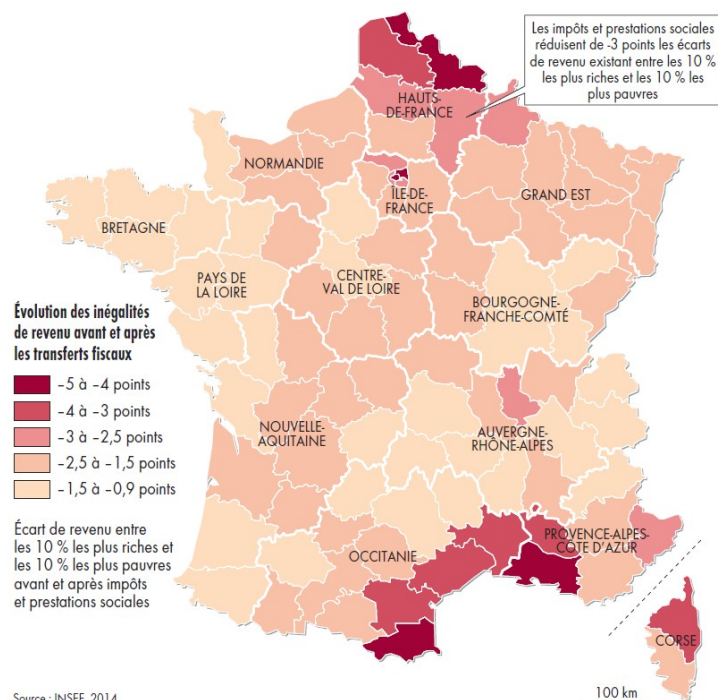
En somme, que leur territoire « explose » ou qu'il « implose », les habitants semblent avoir le même sentiment collectif de ne plus maîtriser leur destin. L'État a beau investir massivement dans ces espaces (qui ne sont donc pas « abandonnés », comme on l'entend trop souvent : carte 9), les filets de sécurité sociale ont beau fonctionner pour aider individuellement les plus précaires (c'est dans le Nord et les Pyrénées-Orientales que les effets de la redistribution sur la réduction des inégalités sont les plus forts), cela ne semble plus suffire.

Carte 8. Une reprise démographique qui se confirme



© Autrement, 2022.

Carte 9. Les effets socio-spatiaux de la redistribution



© Autrement, 2022.

Des nouvelles catégories aux nouvelles politiques publiques

Il faut le redire au moment de conclure : d'une part, l'usage et l'interprétation des cartes sont toujours périlleux car ils peuvent facilement conduire à des raccourcis infondés ; d'autre part, corrélation ne signifie pas causalité et la concordance de phénomènes ne peut tenir lieu de démonstration. Ces hypothèses doivent notamment être confrontées à des données quantitatives individuelles et agrégées à des échelles plus fines.

Cet exercice a toutefois ses vertus : il souligne d'abord le grand besoin de renouveler nos catégories d'analyse territoriale. Il ouvre également une question difficile à appréhender pour les sciences humaines, celle du sentiment de « maîtriser son destin » et de ses déterminants individuels et collectifs.

Enfin, il interpelle les politiques publiques : même quand elles compensent des déséquilibres économiques, leur déploiement ne semble pas suffisant pour infléchir les représentations sociales et politiques locales. Sans doute faudrait-il donc considérer avec plus d'intérêt la façon même dont ces politiques sont conçues. Lutter contre un « sentiment » d'abandon et d'impuissance appelle à créer plus de ponts et de solidarités objectives entre les territoires, en commençant par associer beaucoup plus massivement les habitants à la définition des politiques les concernant.

Pour en savoir plus

Aurélien Delpirou et Frédéric Gilli, *50 cartes à voir avant d'aller voter*, Paris, Autrement, 2022.

Bibliographie

- Béguin, M. et Pumain, D. 2014. *La Représentation des données géographiques. Statistique et cartographie*, Paris : Armand Colin.
- Bouba-Olga, O. 2022. « Le vote le Pen, un vote rural ? », Blog de l'université de Poitiers. URL : <https://blogs.univ-poitiers.fr/o-bouba-olga/2022/04/26/le-vote-le-pen-un-vote-rural>.
- Bouba-Olga, O. 2022. « Présidentielles 2022 : quelle(s) géographie(s) du vote ? », Blog de l'université de Poitiers. URL : <https://blogs.univ-poitiers.fr/o-bouba-olga/2022/04/12/presidentielles-2022-queelles-geographies-du-vote>.
- Calixte, Y. et Talandier, M. 2022. « Depuis 30 ans, les crises successives font diverger les trajectoires économiques des territoires », *The Conversation* [en ligne]. URL : <https://theconversation.com/depuis-30-ans-les-crisis-successives-ont-diverge-les-trajectoires-economiques-des-territoires-181358>.
- Cauchi-Duval, N., Cornuau, F. et Rudolph, M. 2017. « La décroissance urbaine en France : les effets cumulatifs du déclin », *Métropolitiques* [en ligne]. URL : <https://www.metropolitiques.eu/La-decroissance-urbaine-en-France,1093.html>.
- Davezies, L. 2012. *La Crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale*, Paris : Éditions du Seuil.
- Delpirou, A. et Gilli, F. 2022. *50 cartes à voir avant d'aller voter*, Paris : Autrement.
- Delpirou, A. et Warnant, A. « La France périphérique un an après : un mythe aux pieds d'argile », *AOC*. URL : <https://aoc.media/analyse/2019/12/11/la-france-peripherique-un-an-apres-un-mythe-aux-pieds-dargile>.
- Demazière, C. 2014. « Pourquoi et comment analyser les villes moyennes ? », *Métropolitiques* [en ligne]. URL : <https://metropolitiques.eu/Pourquoi-et-comment-analyser-les.html>.
- Girard, V. 2014. « Des classes populaires (encore) mobilisées ? Sociabilité et engagements municipaux dans une commune périurbaine », *Espaces et sociétés*, n° 156-157, p. 109-124. Disponible en ligne à l'URL suivant : <https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2014-1-page-109.htm>.
- Girard, V. 2017. *Le Vote FN au village. Trajectoires de ménages populaires du périurbain*, Vulaines-sur-Seine : Éditions du Croquant.
- Guilluy, C. 2014. *La France périphérique : comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris : Flammarion.
- Lambert, A. 2012. « Accession à la propriété et trajectoires migratoires : les conditions d'un vote à gauche en lotissement périurbain », *Métropolitiques* [en ligne]. URL : <https://metropolitiques.eu/Accession-a-la-propriete-et.html>.
- Lévy, J. 2013. *Réinventer la France. Trente cartes pour une nouvelle géographie*, Paris : Fayard.
- Lévy, J. (dir.). 2022. « 50 cartes pour lire le premier tour de la Présidentielle de 2022 », *Le Grand continent* [en ligne]. URL : <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/04/13/50-cartes-pour-lire-le-premier-tour-de-la-presidentielle-de-2022>.
- Peugny, C. 2015. « Pour une prise en compte des clivages au sein des classes populaires. La participation politique des ouvriers et des employés », *Revue française de science politique*, n° 65, p. 735-759. Disponible en ligne à l'URL suivant : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2015-5-page-735.htm>.
- Rivière, J. 2011. « La division sociale des espaces périurbains français et ses effets électoraux », in M.-F. Mattei et D. Pumain (dir.), *Données urbaines*, t. 6, Paris : Anthropos, p. 11-20.

- Rivière, J. 2012. « Trajectoires résidentielles et choix électoraux chez les couches moyennes périurbaines », *Espaces et sociétés*, n° 148-149, p. 73-90. Disponible en ligne à l'URL suivant : <https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2012-1-page-73.htm>.
- Rivière, J. 2022. *L'Illusion du vote bobo. Configurations électorales et structures sociales dans les grandes villes françaises*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Vanier, M. 2020. « Deux cartes pour regarder la France au fond des yeux », *Slate* [en ligne]. URL : <http://www.slate.fr/story/198142/cartes-france-urbains-ruraux-campagnes-villes-territoires-insee-geopolitique-habitants>.

Aurélien Delpirou est agrégé de géographie et maître de conférences à l'École d'urbanisme de Paris (université Paris-Est Créteil Val-de-Marne). Menés au sein du laboratoire Lab'Urba, ses travaux portent sur les enjeux, les acteurs et les méthodes de l'action publique territoriale, dans les grandes métropoles européennes (Paris, Rome) comme dans les villes moyennes en France. Auteur de nombreux articles scientifiques, il a notamment publié pour le compte des éditions Autrement *l'Atlas du Grand Paris* (2020), *l'Atlas historique de Rome* (2021) et *50 cartes à voir avant d'aller voter* (2022, avec Frédéric Gilli). Depuis mars 2021, il est détaché au Secrétariat général du Club Ville Aménagement.

Docteur en économie, ancien élève de l'ENSAE (École nationale de la statistique et de l'administration économique), **Frédéric Gilli** est lauréat du prix du jeune urbaniste en 2010. Professeur associé à l'École urbaine de Sciences Po, où il enseigne, il est directeur associé de l'agence [Grand Public](#), spécialisée dans l'accompagnement du changement. Auteur d'articles et ouvrages sur l'organisation des systèmes productifs et la géographie de l'emploi, il a notamment travaillé sur la géographie des filières industrielles et l'innovation territoriale dans les chaînes de valeur (*Territoires et innovation*, La Documentation française, 2012) ainsi que sur le Grand Paris (*Grand Paris, l'émergence d'une métropole*, Presses de Sciences Po, 2014, *Paris, métropole hors les murs : aménager et gouverner le Grand Paris*, avec Jean-Marc Offner, Presses de Sciences Po, 2009 ; et *Une région de projets : l'avenir de Paris*, avec Paul Chemetov, La Documentation française, 2006). Il a récemment publié *50 cartes à voir avant d'aller voter*, avec Aurélien Delpirou (Éditions Autrement, 2022), et [La Promesse démocratique](#) (Armand Colin, 2022).✉

Pour citer cet article :

Aurélien Delpirou & Frédéric Gilli, « Après les élections : géographies plurielles d'une France en déséquilibre », *Métropolitiques*, 28 juin 2022. URL : <https://metropolitiques.eu/Apres-les-elections-geographies-plurielles-d-une-France-en-desequilibre.html>.